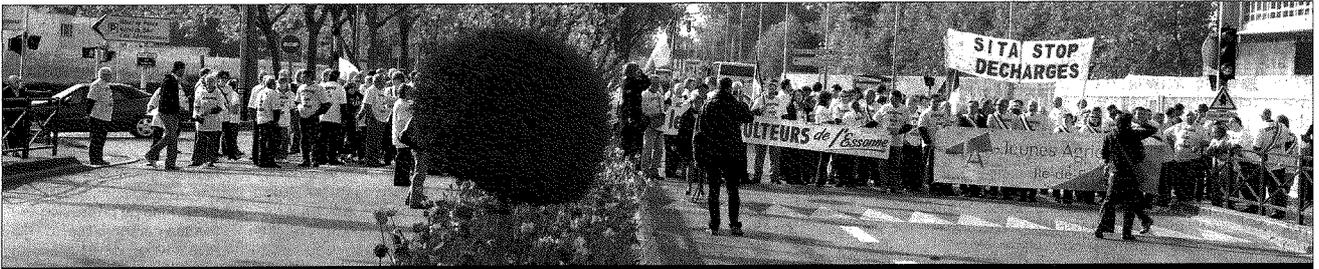


L'ÉVÉNEMENT

Centre d'Enfouissement Technique (CET) → Plus de deux cents manifestants, composés en majorité d'élus, soutenus par des représentants de l'Union des syndicats de l'Essonne et des JAIDE, ont convergé vers la préfecture d'Evry, le 4 mai, pour dénoncer un passage en force.

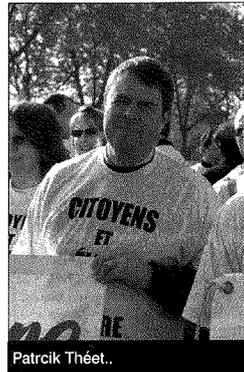
Les élus, mobilisés contre le projet de Saint Escobille, dénoncent un déni de démocratie



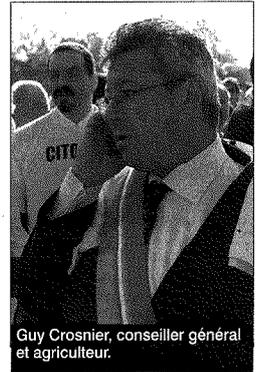
Les élus et les agriculteurs ont bloqué l'avenue de la préfecture, le temps pour la délégation de s'expliquer avec le secrétaire général.



La délégation, conduite par Marie-Jo Mazure, au premier plan à gauche, est revenue déçue de l'entretien.



Patrick Théet.



Guy Crosnier, conseiller général et agriculteur.

Cela fait déjà quelques années que l'association ADSE-St Escobille, à laquelle adhèrent de nombreux élus et associations, y compris d'agriculteurs, s'oppose au projet CET sur le site de St Escobille dans le sud Essonne, non loin d'un second projet à quelques kilomètres à Allainville (78). Horizons a déjà relaté dans des éditions de 2007-2008, les différentes manifestations qui ont été organisées, y compris la remise des doléances aux commissaires enquêteurs. Ces dernières ne laissaient aucun doute sur l'appréciation négative et argumentée exprimée par la majorité de la population concernée, soit 4000 personnes. « Ces positions ont été soutenues par un vote négatif des conseils généraux des Yvelines et de l'Es-

sonne », ajoute la présidente de l'ADSE, maire de Mérobert, Marie-Jo Mazure.

Cette semaine, l'opposition au projet a revêtu une nouvelle forme. Les élus parmi lesquels des députés, Geneviève Colot et Frank Marlin, un sénateur, Claire-Lise Campion, des conseillers généraux, Guy Crosnier et M. Schoettle, Jean Perthuis, président de la Communauté de communes, des maires et maires adjoints accompagnés par de nombreux élus municipaux se sont rendus à la préfecture pour demander le retrait pur et simple du projet. Reçus par le secrétaire général de la préfecture, une délégation a réitéré ses positions en faisant valoir le rejet du projet sur la base d'une expression démocratique.

Dans les rangs, pendant

que la délégation argumentait, la colère ne cesse de monter. « Le préfet n'a même pas daigné nous recevoir. Cela montre le peu de cas qu'il attache à l'expression démocratique », ne décolère pas Laurent Dallier, agriculteur et 1er adjoint sur la commune de Chatignonville.

Au retour de la délégation, Marie-Jo Mazure, présidente de l'ADSE, ne cache pas sa déception. « On n'a pas tenu compte de notre demande. Ce PIG (Projet d'Intérêt Général) est digne de l'ancien régime. Les services de l'Etat ont bien examiné tous les dossiers issus de l'EUP mais, ils n'ont pas encore tiré les conclusions de ces études. Nous avons donc demandé la suspension de ce PIG », explique-t-elle. L'affaire n'est donc pas terminée et la présidente de l'association en-

tend bien rencontrer le préfet. « Nous reviendrons tant que le projet ne sera pas retiré », a-t-elle réaffirmé. Une déclaration fortement approuvée par

les manifestants dont certains ne cachent pas leur intention de monter d'un nouveau cran le mode de contestation.

L.L.G.



Le Slogan.

Des agriculteurs de l'Essonne.

Laurent Dallier explique la situation à une journaliste de FR3.